

Pour une gauche anticapitaliste et écologiste

Élections régionales Franche-Comté - 14 et 21 mars 2010



Notre liste est composée de salariéEs du public et du privé, de demandeurs d'emplois, de jeunes et de retraités, qui vivent dans les zones urbaines ou rurales de notre région. Comme vous, nous subissons la crise de plein fouet. Nous n'avons pas d'ambition politicienne. Nous sommes présents pour faire entendre notre ras le bol de l'exploitation, de la misère, du chômage, des discriminations et de la destruction de l'environnement. Nous sommes porteurs d'un projet radical, anticapitaliste, écologiste et féministe. Notre liste est également une liste ouverte à des militants engagés dans la vie associative, syndicale et politique, reflet de notre volonté d'unité. Nous nous battons contre le retour de la droite à la tête des régions et ses attaques brutales tout en gardant une totale indépendance, vis-à-vis des majorités dirigées par le PS et qui poursuivent des gestions libérales.

- ★ François PORTAL (Doubs) 28 ans, salarié précaire
- ★ Aline CARTON (Jura) 55 ans, institutrice retraitée
- ★ Rachel CHOIX (Haute-Saône) 43 ans, artisane
- ★ **Laurence LYONNAIS (tête de liste régionale)** 31 ans, agent de développement
- ★ Claude PAUFERT (Territoire de Belfort) 48 ans, intérimaire dans l'industrie



DÉCLARATION DE DANIELLE CARREY, CANDIDATE, AGRICULTRICE BIO ET SYMPATHISANTE DE LA DÉCROISSANCE

« J'ai décidé de me joindre à la liste du NPA parce que je partage leur analyse de la crise économique, sociale et écologique actuelle. Aussi parce que le NPA soutient l'agriculture biologique et la commercialisation directe. Je pense qu'il est indispensable de relocaliser les productions, dans des pme-pmi, des coopératives ou des scoop qui respectent à la fois les hommes et l'environnement et qu'il faut pour ce faire créer une taxe régionale sociale et environnementale sur les produits importés.

L'économie devra de plus être circulaire et non plus linéaire (ex: consigne à la place des suremballages, véhicules à base d'énergie renouvelable) pour économiser les matières premières. »

DÉCLARATION DE TROIS CANDIDATS D'OUVERTURE SUR LA LISTE

Nous tenons à préciser le sens commun de nos trois candidatures sur la liste présentée par le NPA. Nous avons pris ensemble cette décision parce que nous partageons la même histoire et que nous avons les mêmes objectifs. Tous les trois, nous avons été longtemps membres du PCF. Nous y avons eu des responsabilités départementales. Nous avons été candidats pour le PC à plusieurs élections. Après notre exclusion, pour des désaccords de fond, nous avons milité à la FDFC jusqu'à sa disparition. Enrichies des apports de l'écologie politique, stimulées par l'impudence d'un Sarkozy, **confortées par la dérive droite du PS**, nos convictions n'ont fait que se renforcer.

Pour autant, nous ne sommes pas devenus gauchistes. Ni sur le contenu, ni sur la stratégie. Notre colère contre le système ne nous conduit ni à la surenchère verbale qui discrédite, ni à l'extrémisme revendicatif qui isole. Nous pensons, aujourd'hui encore plus qu'hier, que l'unité de ceux qui veulent que les choses changent et des organisations qui portent cette exigence est la seule arme dont nous disposons.

Nous estimons que le NPA, même si le chemin sera long, s'est engagé sur la bonne voie: celle d'une radicalité en prise avec le réel, et donc, celle du rassemblement. En témoignent, ici en Franche-Comté, les efforts accomplis et les concessions faites pour déboucher sur un accord. C'est en considération de cette volonté unitaire et pour la conforter que nous sommes sur la liste.

Le NPA ne pouvait accepter, comme le voulait le PC, d'envisager une fusion sans aucune condition avec la liste PS pour le 2ème tour. Oublié le programme! Exit les engagements pris devant les électeurs! Exit toute possibilité d'infléchir la politique du Conseil régional! Bien sûr, qu'il faut battre la droite! Mais surtout, en finir avec les politiques de droites, qu'elles soient mises en œuvre sans état d'âme par la droite elle-même, ou, avec un supplément d'âme, par un PS gangréné par le libéralisme.

Mais, la déception ne doit pas se transformer en rancœur. Il faut continuer de se parler, en particulier dans les luttes où nous nous retrouvons côte à côte, parce que ce qui nous unit est incomparablement plus important que ce qui nous sépare.

Que personne ne se trompe d'adversaire!
C'est sur la droite qu'il faut taper!

*Véronique Bourquin-Valzer, Claude Faivre,
Sylvette Meyer*

Contact : anticapitaliste.ecologiste@gmail.com
Site web : npa-regionales2010.org/franche-comté

Le NPA se présente en Franche-Comté pour faire valoir des mesures qui sont socialement et écologiquement justes :

DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS EN COMMUN UTILES ET GRATUITS

Les transports collectifs gratuits sont une des solutions à la lutte contre le réchauffement climatique, s'ils sont pratiques et de proximité. A l'inverse les projets pharaoniques de LGV se font au détriment des lignes existantes (abandon de dessertes, fermeture de gares, défaut d'entretien...). Par conséquent 60% de la population n'a pas d'autre choix que d'utiliser la voiture pour ses déplacements quotidiens.

Dans notre région, l'infrastructure de la branche Sud de la LGV ferait disparaître irrémédiablement 900 hectares de terres agricoles et 600 hectares de forêts sans pour autant créer d'emploi (souvenons-nous des délocalisations sur les régions parisienne et lyonnaise après l'ouverture de la LGV Paris-Lyon et de l'A39). Ce sont 3,4 milliards d'euros d'argent public au minimum qui seront dépensés pour une ligne inutile et destructrice ! L'argent pourrait être employé pour rénover et moderniser les lignes existantes, développer le ferroutage, augmenter l'offre de transports publics de proximité et les rendre gratuits.

LA GRATUITÉ DES TER C'EST POSSIBLE !

Le prix du ticket de transport ne représente que 22% du coût réel, la gratuité est à portée de main. La région Franche-comté consacre 12% (environ 65M€) de son budget au TER contre 22% en Bourgogne.

Des financements existent: redéploiement des crédits destinées à la LGV et aux projets routiers (41,3M€ en 2010)

PAS DE TERRITOIRE SANS SERVICES PUBLICS

Avec la mise en concurrence des services publics et les attaques du gouvernement contre la protection de la population, nous assistons à un «déménagement» de notre territoire. Fermetures de services hospitaliers et réductions de personnels comme à Lure, Champagnole, Dole, Vesoul, Belfort-Montbéliard, Besançon...Privatisation de la gestion de l'eau, mise à mal des services d'incendie et de secours, fermetures de bureaux de Poste, décoles, de gares et de lignes de transports (ouverture à la concurrence des TER en 2012), réduction des aides aux associations culturelles, d'insertion ou d'accueil des handicapés.... La solidarité et l'égalité d'accès aux services publics sont gravement menacées ! La Région doit être un rempart contre ces attaques, elle ne doit pas accepter ces réductions de services publics ni leur mise en concurrence qu'on nous présente comme une fatalité ! De l'argent, il y en a et c'est pour les services publics, leur développement et leur accès à tous qu'il doit être dépensé.

PAS DE TERROIR SANS PAYSANS

Dans notre région comme ailleurs, les prix payés aux producteurs de lait en plaine se sont effondrés. La situation de nombreux agriculteurs est dramatique. La filière Comté est en sursis (par exemple Entremont risque d'être racheté par un grand groupe de l'agro-industrie). Il faut que la région investisse et aide les agriculteurs à garder leur filière indépendante :

pour une juste rémunération des producteurs et des modes de production non intensifs. Nous défendons l'agriculture paysanne locale, à taille humaine, rémunératrice et respectueuse de l'environnement, pour des produits de qualité accessibles à tous, par l'aide aux circuits courts de distribution et de transformation (AMAP, marchés, restauration des collectivités en particulier les lycées qui dépendent de la Région...).

La réduction des émissions de gaz à effet de serre et le développement des énergies renouvelables doivent être une priorité régionale mais cela ne peut se faire en laissant des entreprises privées profiter des subventions et des effets d'aubaine pour s'enrichir au passage ! La Région doit permettre à toutes les collectivités de réaliser des constructions publiques (logements, écoles...) respectueuses des normes environnementales en créant un pôle public de l'énergie. Même chose avec la gestion de l'eau (ressources et distribution) qui doit être sortie des concessions privées (Véolia, Suez...) qui réalisent des profits considérables sur le dos des communes et des usagers. Il y a de nombreux besoins sociaux et environnementaux à satisfaire : la Région doit être ce point d'appui et de résistances aux appétits de profit du patronat. Elle doit garantir aussi une gestion démocratique des services publics par le contrôle des usagers et des personnels concernés dans les choix et décisions. Des référendums d'initiative populaire doivent être organisés pour toutes les grandes décisions d'investissement.

EN FINIR AVEC LES AIDES AU PATRONAT, INTERDIRE LES LICENCIEMENTS

2009 laissera le souvenir d'une grande injustice : **23% d'augmentation du taux de chômage nationalement, 28.6% dans notre région, tandis que le CAC 40, lui, gagne 23%**. Une minorité s'enrichit en faisant payer la crise aux travailleurs. Il est temps d'imposer une autre répartition des richesses ainsi qu'une répartition du travail entre tous.

La course effrénée aux profits utilise les gains de productivité non pas pour soulager les salariés et diminuer leur temps de travail, mais pour rémunérer les actionnaires. Quand le système entre en crise, les politiques **s'empressent de débloquer l'aide publique pour les entreprises au détriment des services publics**. Ainsi, pour 2010, 35000 postes seront supprimés dans la fonction publique.



Les licenciements touchent de plein fouet la Franche-Comté avec, pour s'en tenir à quelques exemples, 500 licenciés à Smoby, 6000 suppressions de postes prévues à Peugeot, 122 licenciements programmés à Faurecia ... Ce n'est pas en dilapidant l'argent dans des subventions aux entreprises, comme le fait la majorité socialiste du Conseil régional, que la situation va changer mais c'est en interdisant les licenciements. Les licenciements sont des choix conscients du patronat qui considère les salariés comme une variable d'ajustement pour maintenir ses profits. Leur interdiction est donc une lutte juste et nécessaire.

Le chômage de masse constitue une arme de ce même patronat pour imposer les bas salaires, la flexibilité et des conditions de travail inhumaines. Face à lui, nous exigeons un salaire minimum de 1500€ nets et 300€ d'augmentation pour tous.

Aujourd'hui, pour gagner encore en profit, ce sont les retraites qui sont attaquées, en allongeant la durée de cotisation. Il faudra nous battre pour prendre sur les marges des actionnaires et imposer le droit à la retraite complète après 37,5 annuités de cotisation et l'âge de départ à 60 ans ou 55 ans pour les emplois pénibles.

L'ARGENT PUBLIC POUR LES SERVICES PUBLICS DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

La région a des responsabilités très importantes vis à vis de la jeunesse qui est particulièrement touchée par la crise : victime des contrats précaires, de l'intérim et d'un taux de chômage qui explose...quel avenir radieux ! Le NPA défend une allocation d'autonomie pour tous les jeunes qui leur permettrait de vivre, d'étudier, de se former, de s'émanciper.

La région doit se prononcer clairement contre la mise à mal du service public d'éducation. Aujourd'hui, au lieu de résister à la politique de l'Etat qui adapte le système éducatif aux exigences du patronat, le Conseil régional aggrave les réformes en subventionnant l'enseignement privé et la formation professionnelle du patronat au delà de ce qu'exige la loi, alors que les lycées professionnels sont dramatiquement sous-équipés et sous-encadrés. Par ailleurs, l'apprentissage devrait être un choix et non une voie de garage comme actuellement. Il est d'ailleurs encouragé par le patronat qui y trouve, une main d'œuvre bon marché, taillable et corvéable à merci !

Nous proposons d'inverser radicalement cette politique : priorité à l'enseignement public de qualité pour tous, récupération des subventions à l'enseignement privé et à la formation professionnelle contrôlée par le Medef.

Nous proposons de créer un véritable service public de la formation professionnelle en y intégrant les CFA et les organismes publics (AFPA, GRETA), celui-ci coordonné à l'échelle nationale pour éviter les inégalités entre régions et la dérive de la régionalisation des diplômes.

POUR UN MOUVEMENT D'ENSEMBLE FACE À LA DROITE ET AU PATRONAT

Les élections régionales interviennent alors que le gouvernement et le patronat nous font payer une crise dont ils sont seuls responsables. L'argent, qu'on nous dit introuvable pour les besoins du plus grand nombre, coule à flots pour les actionnaires et les spéculateurs. La population, elle, doit se serrer la ceinture pour sauver les capitalistes qui de nouveau s'enrichissent une fois leurs pertes épongées par l'argent public.

Le pouvoir en place justifie le démantèlement des services publics par un manque d'argent. Tout y passe : la Poste change de statut, 16000 postes sont supprimés dans l'Éducation Nationale, l'arrivée de la concurrence ferroviaire se précise et l'hôpital est malade ! Et comme si ça ne suffisait pas, il s'attaque par une énième réforme aux collectivités territoriales car elles créent plus d'emplois que le gouvernement n'en supprime. Cette réforme



s'accompagne de la mise en place d'un scrutin anti-démocratique, de la suppression de la taxe professionnelle et de la clause de compétence (qui permet aux collectivités de prendre en charge des besoins sociaux non suffisamment pris en compte par l'Etat). Seuls les budgets de l'armée, du ministère de l'intérieur et de l'immigration sont épargnés. Pas étonnant dans un pays où l'identité nationale fait débat de façon nauséabonde. Il est vrai que pour ce gouvernement, les ennemis ce ne sont pas les patrons qui licencient, mais nous tous, salariés, chômeurs, étrangers avec ou sans-papiers. L'ordre qu'ils veulent maintenir n'est pas le nôtre. L'ordre qui fait la part belle aux actionnaires du CAC 40 et qui expulse des sans papiers, nous nous y opposons.

Alors le 14 mars voter NPA, c'est dire que nous ne voulons plus d'une société injuste, inégalitaire et discriminatoire. Mais c'est aussi le moyen de dire que nous sommes prêts à combattre dans la rue, dans les quartiers et dans les usines sans attendre les prochaines élections.

★ site de campagne :

www.npa-regionales2010.org/franche-comté

APPEL AUX DONNS

Pour soutenir notre campagne, vous pouvez soutenir financièrement la liste «pour une gauche anticapitaliste et écologiste» menée par Mme Laurence LYONNAIS, conformément aux dispositions de l'article L. 52-8 du Code électoral. Envoyez vos dons au 14 Avenue André Malraux 70400 HERICOURT. par chèque adressé à Mme Fabienne FINCK, mandataire financier de Mme LYONNAIS (déclaration à la Préfecture du Doubs le 20 janvier 2010)

Tout don fera l'objet d'un reçu-don ouvrant droit à une réduction d'impôt de 66% de son montant, dans la limite de 20% du revenu imposable.

Les dons ne concernent que des personnes physiques et ne peuvent excéder 4600 euros

RÉUNIONS PUBLIQUES

★ St Claude

le mardi 2 mars à 20h30
salle Witchy (43 rue du Collège)

★ Morteau

le mardi 2 mars à 19h30
salle des sociétés (rue Barral)

★ Audincourt

le mercredi 3 mars à 20h centre
social des forges à Audincourt

★ Lons-le-Saunier

le Jeudi 4 mars à 20h30
centre social (rue de Pavigny)

★ Pontarlier

le vendredi 5 mars à 20h30
salle Morand

★ Lure

le vendredi 5 mars à 20h
salle Merlin (17 esplanade Charles
de Gaulle)

★ Lons-le-saunier

le lundi 8 mars à 20h30
salle des gentianes à la maison
commune de la Marjorie

★ Champagnole

le mardi 9 mars à 20h30
grande salle de la mairie, 1er étage

★ Vesoul

le mardi 9 mars à 20h30
l'ancienne salle de musique
derrière la mairie

★ Belfort

le Mercredi 10 mars à 20h30
maison du peuple

★ Dole

le vendredi 12 mars à 20h30
salle des Arquebusiers

MEETING

Besançon

jeudi 11 mars

à 20H30 Kursaal (salle Proudhon)

avec **Sandra DEMARCO**

membre du comité exécutif du NPA

Laurence LYONNAIS

tête de liste régionale